

De fait, dans ces deux domaines, on ne s'est pas simplement contenté de gestes vains, on a participé à la lutte contre l'inflation. Toutefois, le cultivateur ou l'Alberta n'ont pas agi de la sorte de plein gré, car dès que le prix international monte, ils réclament le même prix. Je suis persuadé que tous deux renieraient leur contribution à l'inflation.

Il y a un autre élément qui échappe à notre contrôle, je crois. Je veux parler de la hausse générale des prix des services, non seulement les services gouvernementaux, mais toutes les espèces de services qui sont fournis dans notre société. Ce sont essentiellement des domaines où la productivité ne peut être accrue. Les gens engagés dans ces services regardent autour d'eux et voient monter les prix dans les autres secteurs de l'économie et leurs efforts de rattrapage produisent un effet inflationniste. C'est une chose à laquelle il faut s'habituer. Bien sûr, l'importation de biens est un autre élément auquel il faut s'habituer. Mais, dire que l'inflation est causée sur le plan mondial, c'est avouer le fait que détenir le pouvoir dans le pays permet d'obtenir tout ce que l'on veut sans tenir compte des circonstances.

Examinons maintenant la situation de certains des gagnants et des perdants. Il est vrai que certains agriculteurs ont prospéré ces dernières années tandis que d'autres ont connu de graves difficultés. Bien des éleveurs de bovins sont au bord de la faillite. Pourquoi? Parce que le prix des céréales a monté et que les prix qu'ils doivent payer ont monté. Le prix du bœuf a atteint un niveau sans précédent mais le prix des céréales a dépassé tous les autres. Donc, même à l'intérieur d'un seul groupe, qu'il s'agisse de la classe agricole ou d'une province, il y a les gagnants et les perdants et des écarts dans les bénéfices des deux groupes. La province de l'Alberta a beaucoup de chance. Elle reste la seule province canadienne qui n'ait pas sa taxe de vente.

Une voix: Elle a un bon gouvernement.

M. Saltsman: Oui, elle a un très bon gouvernement. Elle a créé son propre pétrole. Voilà! elle a agité la baguette magique au-dessus des terres qui ne recelaient aucun pétrole et, brusquement, le pétrole a jailli. Le Crédit social pourrait peut-être faire cela, mais je ne sais pas si le parti conservateur serait capable d'accomplir de tels miracles. Un gouvernement peut être excellent s'il a de la chance. Il existe d'autres gouvernements conservateurs qui ne réussissent pas aussi bien. Ce que j'essaie d'expliquer, c'est que l'Alberta a beaucoup de chance et j'en suis heureux.

Si pendant une certaine période, les prix du pétrole et du gaz naturel augmentent considérablement et que la province s'approprie la plus grosse part des recettes, les habitants de cette province en profiteront, mais ceux des autres provinces n'en bénéficieront pas tout à fait autant. On a donc une redistribution et un transfert en masse des revenus, tout comme il y a un transfert des revenus entre les pays occidentaux et les pays de l'OPEP, et il est énorme. Il est presque impossible de calculer la masse de fonds qui se déverse dans les coffres des pays de l'OPEP. C'est un transfert de ce genre qui s'effectue chez nous. Les pays de l'OPEP diront évidemment que cela n'est que juste et qu'ils l'attendaient depuis longtemps, puis que les pays occidentaux les ont tant exploités; d'après eux, ils ne font que récupérer leur dû. Je ne veux pas parler de cela aujourd'hui; je me bornerai à demander aux députés de constater les transferts de fonds.

Maintenant, on dit que les ouvriers contribuent à aggraver l'inflation. Nous oublions trop vite qu'au cours des

L'inflation

trois ou quatre dernières années les profits des entreprises ont augmenté à un taux extraordinaire, alors que les travailleurs n'ont pas bénéficié de l'inflation dans la même proportion. Si les travailleurs essaient maintenant de compenser l'augmentation du prix des produits alimentaires et du prix d'énergie, et de profiter de la prospérité des entreprises dans lesquelles ils travaillent, pourquoi s'en étonner? Certains secteurs de la population active ont des choses à se reprocher, comme les autres éléments de l'économie. Ils ont parfois un grand pouvoir de négociation et en tirent avantage. Je n'absoudrai donc aucun groupe.

● (1640)

Le député de York-Simcoe (M. Stevens) a proposé une modification du régime fiscal qui permettrait de déduire les intérêts payés sur des hypothèques. Le régime fiscal favorise déjà les propriétaires de maisons par rapport aux personnes qui paient un loyer. Et le député se prétend épris de justice. Où est la justice de cette mesure? Dans de nombreuses villes du Canada, la moitié des habitants ne possèdent pas de maison; ils paient un loyer. Veut-il accorder cet avantage à des personnes assez riches pour posséder une maison? Ajouterait-il aux privilèges qu'ils possèdent déjà ce nouvel avantage du régime fiscal? Je ne vois pas comment cette mesure combat l'inflation. En effet, le propriétaire d'une maison tire profit de l'inflation parce que la valeur de sa propriété augmente continuellement. Pourquoi prévoir dans le régime fiscal un autre privilège pour ces gens-là?

Revenons plutôt aux personnes qui sont désavantagées. Ce sont celles qui vivent grâce aux paiements de transfert du gouvernement. Il ne suffit pas de dire que nous leur donnerons une augmentation indexée sur le coût de la vie. Si le coût de la vie a augmenté de 12 p. 100, donnerons-nous simplement 12 p. 100 à un bénéficiaire de la pension de vieillesse? De quoi parlons-nous? De \$150 ou \$160 par an, rien de plus. C'est tout ce que représente ce taux de 12 p. 100. Or que représente-t-il appliqué au salaire actuel d'un député? Plus de \$2,000. Ainsi, si vous accordez de façon uniforme une augmentation de 12 p. 100 correspondant au coût de la vie, la somme reçue par le député est deux fois plus importante que la pension de vieillesse du retraité et l'augmentation tout ensemble. Où est la justice dans tout cela?

Je pense que nous devrions essayer de trouver un indice plus satisfaisant qui nous permettrait d'aider les citoyens à revenu fixe ou auxquels le gouvernement paie des allocations sociales. Il y a deux moyens de le faire. Le premier consiste à déterminer le montant de l'augmentation des dépenses d'une famille moyenne en période d'inflation. Ce peut être \$300 ou \$400 par an, auquel cas, si l'on doit verser aux citoyens une indemnité de vie chère, il faudra verser à tout le monde, à tous les niveaux de l'échelle sociale, une démosubvention de \$300 ou \$400. Ce montant forfaitaire serait plus juste qu'une augmentation proportionnelle au revenu.

Le deuxième moyen consisterait à se fier à un indice industriel, car le niveau de vie dans le secteur industriel augmente plus vite que le coût réel de la vie. Quand on vit dans une société où se produit une telle situation, cette société se doit de faire en sorte que les vieillards et les assistés sociaux restent au moins au même niveau que les autres secteurs de l'économie. Il y aurait une troisième possibilité, qui consisterait à augmenter brutalement les impôts à partir d'un certain niveau de façon à obliger les catégories qui se servent de leur pouvoir en matière de négociation pour réaliser des bénéfices substantiels à en